



Compte Rendu du CTPD du 14/03/2011.

Le CTPD s'est tenu le 14 mars 2011 à partir de 9h30 sur le site Liberté à Lille.

- 6 points sont inscrits à l'ordre du jour:

- ☞ La sécurité anti-agression des agents et des services.
- ☞ La transformation d'emplois B en A en filière gestion publique.
- ☞ Le module "investigation" Rialto (logiciel des vérificateurs)
- ☞ L'installation de France Domaines au 130 Avenue du Président Kennedy.
- ☞ L'organisation du service de la dépense.
- ☞ Questions diverses.

La sécurité anti-agression des agents et des services:

Les différentes interventions font mention des contraintes budgétaires qui font peser un risque lourd sur la sécurité des agents. Il est notamment demandé de solliciter des services centraux une dotation exceptionnelle afin de répondre aux attentes dans ce domaine. La Direction locale répond que ce type de démarche sera sans illusion en terme de volume, et que les marges de manœuvre en la matière se concentrent sur la réduction de l'affranchissement. Elle renvoie également au groupe de travail, décidé par le Directeur Régional des Finances Publiques sur le thème "sécurité" avec les représentants des personnels qui devrait se réunir prochainement et dont l'accent sera mis sur l'aspect "prévention". Le périmètre de ce groupe de travail devra traiter de la sécurité matérielle, des dégagements de caisse, la sensibilisation à la sécurité incendie et des risques graves. Concernant le refus des agents dans certains cas de transporter des fonds pour des conditions de sécurité, l'Administration rétorque qu'il incombe au Chef de poste en cas d'absence de volontaires d'assurer le dégagement des fonds de son unité, puisque ceci fait partie de ses charges de service .

Plan de requalification: transformation d'emplois B en A filière GP:

Les requalifications de B en A autorisées par la Centrale dans la filière gestion publique suivent la trame suivante:

	A	B
ERD	+2	-
RF Valenciennes	-	-1
RF Douai	-	-1
Trésorerie de Merville	+1	-
RF Dunkerque	-	-1
Paierie Régionale	+1	-1
Trésorerie de Fourmies	+1	-
SIP Douai	+1	-1
Trésorerie de Douai	-	-1

Les requalifications de B en A refusées par la Centrale concernent: La cellule qualité comptable, la MA2R et la requalification d'un poste de Receveur-Percepteur en Trésorier Principal (pour la division opérations de l'Etat).

Concernant le vote sur le plan de requalification, seule l'administration a voté en sa faveur.

Présentation du module d'investigation "RIALTO"

Cette application porte sur les missions du contrôle fiscal, l'apport pour l'administration réside dans la "sécurisation" des procédures. Concernant les apports de "RIALTO" pour l'agent vérificateur dans la conduite de ses missions, l'administration répond qu'il s'agit d'un outil n'ayant pas vocation à réduire la charge de travail des vérificateurs mais uniquement de sécuriser le processus de conduite du contrôle fiscal. En réponse aux questions posées, la Direction locale indique qu'il s'agit d'une expérimentation, susceptible d'être améliorée. Elle réfute toute notion de "flicage" que ce logiciel pourrait contenir sans parvenir à convaincre sur ce dernier aspect.

Installation des services de France Domaine au 130, avenue du Président Kennedy:

L'administration fait l'inventaire des différentes enquêtes menées en amont de l'installation, notamment le rapport établi par la société VERITAS chargée de mesurer les ondes électromagnétiques en présence compte tenu de la particularité des locaux (ancien local d'équipements informatiques avec plancher thermique). Cette étude conclut que "les emplacements accessibles aux travailleurs présentent des niveaux de champ électromagnétiques inférieurs aux niveaux de références définis pour les travailleurs".

Les fenêtres de l'immeuble nécessitent une adaptation du fait de la hauteur du mécanisme d'ouverture afin que ce dernier soit accessible aux occupants. Deux armoires électriques doivent être encoffrées selon les recommandations du bureau santé et sécurité du travail. Le service budget n'était pas en mesure d'apporter une réponse, il s'est engagé à se rapprocher des personnes compétentes pour pouvoir y répondre.

Organisation du service de la dépense du pôle GP:

Le service dépense a été scindé en trois unités au lieu de deux auparavant :

- Un service dépense chargé du contrôle et du règlement de la dépense.
- Un service facturier.
- Un service comptabilité de la dépense et régies de l'Etat.

Intervention de l'administration pour dresser le bilan de l'activité des services: le service de la dépense accuse un certain nombre de retards, notamment sur les aspects budgétaires. Concernant le CSP/SFACT, il est indiqué qu'aucun retard spécifique n'est à signaler, le volume des opérations restant important. Il est toutefois à noter que les frais de déplacements continuent d'être payés sur la Régie pendant quelques temps. La demande de communication du rapport d'audit intervenu dans le service n'a pas suscité de réactions de la part de l'administration.

Questions diverses:

-Le défibrillateur sur le site de Vauban, il est demandé que ce dernier soit accessible en permanence. La représentante du service budget indique que le chef de service est en possession de la clé. La Direction locale précise qu'il faudra trouver une autre solution pour son installation.

-La mise en place des DISI :les CTP locaux se tiendraient en aval du CTPC. Regroupement des CSI et des DIT.

-Antenne de Valenciennes: fermeture prochaine? La Direction locale indique qu'aucune restructuration n'est en cours pour septembre 2011. Sur le long terme, aucune réponse n'est apportée.

VOS représentants FO-DGFIP 59:

-Olivier HUART (Titulaire).

-Jean-Luc PROUVEZ (Titulaire).

- Sarah MERAIH (Expert).